

## Les deux prétendants à l'Elysée pour un Etat "respectable"

PARIS (AFP) - Les prétendants à l'Elysée, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, se sont tous deux déclarés pendant la campagne électorale décidés à réduire toutes dépenses inutiles, prônant un "Etat respectable" qui serait un exemple pour les Français.



Tapis rouge déployé devant le palais de l'Elysée (© AFP/Archives - Thomas Coex)

Le candidat UMP, dans son programme "Ensemble tout devient possible", affirme les valeurs sur lesquelles il entend fonder sa présidence, s'il est élu. "Ce sont celles du travail, de l'autorité, de l'honnêteté, de la fraternité et de la grandeur de la France", écrit-il.

"Je défendrai la Ve République, tout en changeant la pratique, les comportements, les mentalités". Car "l'honnêteté et l'impartialité de l'Etat sont à mes yeux des valeurs absolues", déclare-t-il, ajoutant "si l'Etat veut être respecté, il doit être respectable".

Ainsi, par souci d'efficacité, Nicolas Sarkozy envisage de limiter son gouvernement à quinze ministres. "Je demanderai aux ministres de s'engager sur des objectifs et j'évaluerai régulièrement leur travail", promet-il.

Le candidat UMP ne laisserait d'appartement de fonction qu'"aux ministres qui en ont besoin", en raison de responsabilités à exercer de jour comme de nuit.

M. Sarkozy s'est également engagé à "ne pas remplacer un départ sur deux" chez les 450.000 fonctionnaires qui partiront à la retraite d'ici à 2012, et

d'affecter la moitié des économies réalisées à l'augmentation des salaires des fonctionnaires, l'autre moitié allant à la réduction du déficit et au désendettement de l'Etat.

La socialiste Ségolène Royal se situe dans la même démarche.

Il faudra "réduire le train de vie de l'Etat", a-t-elle affirmé, se disant favorable à "une présidence sobre" et "transparente".

Mme Royal a ainsi annoncé que le budget de l'Etat serait, si elle est élue, soumis "au débat parlementaire, dans le cadre de la loi de Finances, dans la totalité et la précision des dépenses". Il fera, de surcroît, l'objet d'un "contrôle de la Cour des comptes".

En outre, "toutes les dépenses à caractère privé (déplacements, vacances, prises en charge de la famille ou des amis) seront interdites à la présidence de la République comme à tous les ministres".

"Je demanderai à chaque ministère de faire l'inventaire précis des dépenses inutiles", a-t-elle affirmé. "Il faudra en finir avec certaines habitudes somptuaires ou laxistes et bousculer quelques conservatismes coûteux".

Ainsi, a-t-elle prévenu, "il n'y aura plus de ministre logé, nourri, blanchi aux frais du contribuable dans les ministères".

Ségolène Royal s'est, en outre, fixé pour "objectif de réduire de moitié les frais de réception" de la présidence.

Enfin, une commission évaluera "l'inventaire des propriétés publiques qui dépendent de l'Elysée et des ministères, fera la clarté sur le coût de l'entretien de l'ensemble de ces propriétés et proposera l'ouverture au public de tous les parcs et jardins" qui en dépendent.

"Un euro dépensé doit être un euro utile", affirme la candidate.

Les crédits de l'Elysée, dont Ségolène Royal dénonce le manque de transparence, s'élèvent en 2007 à 31,8 millions d'euros, en baisse de 2,1% par rapport à 2006.